



ECONOMIE - SOCIÉTÉ

# Crises : d'où venons-nous, où en sommes- nous, où allons-nous ?

**Finance, dette, Etats, banques, austérité, mais aussi régulation, justice fiscale et solidarité... Retour éclairant sur les ingrédients de la crise et les clés d'une autre économie possible.**

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

[Vivre Ensemble Education](#) | 2012

Rue du Gouvernement provisoire 32 1000 Bruxelles  
02 227 66 80 | [vee@entraide.be](mailto:vee@entraide.be) | [www.vivre-ensemble.be](http://www.vivre-ensemble.be)

**P**lus de quatre ans de crise derrière nous ... et combien devant ? Des crises, on en avait déjà vu beaucoup depuis le début des années 70, mais celle-ci dure plus longtemps que les précédentes. Qu'a-t-elle de différent ? On parle en effet de crise depuis près de 40 ans, même si, objectivement, il y a eu aussi, ces dernières décennies, de bonnes années. Au tournant du millénaire, par exemple, l'économie était en plein boom : celui de la « nouvelle économie ». Quand on regarde le taux de croissance réelle de l'économie (c'est-à-dire hors évolution des prix), on voit clairement des cycles, avec des alternances de bonnes et de mauvaises années.

Mais, quand on regarde dans le rétroviseur, on voit aussi que quelque chose s'est dérégulé, dans les économies occidentales et donc en Belgique, suite aux deux chocs pétroliers des années 70 et à celui du début des années 80. Ainsi, le chômage s'est envolé et a atteint des niveaux bien supérieurs à celui des années 60. Le concept de « plein emploi » n'est plus qu'un rêve. Les déficits publics se sont envolés, notamment suite à la réponse que les pouvoirs publics ont apportée au premier choc pétrolier. Au début des années 80, nous avions un déficit budgétaire de 13% du PIB... alors qu'aujourd'hui on discute pour savoir à quel rythme on revient de 2,8% de déficit à l'équilibre. Les inégalités se sont creusées, la pauvreté a augmenté.

*En 2009, le PIB de la Belgique a reculé de près de 3%. On n'avait plus vu cela depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.*

## UNE CRISE PAS COMME LES AUTRES

**L**a crise actuelle est effectivement de nature particulière pour plusieurs raisons : elle est d'abord une crise financière, qui a dégénéré en crise économique. Or, **la sortie des crises financières est toujours plus lente** et plus difficile que la sortie d'une récession classique. L'autre fait particulier est **l'ampleur de la récession** qui l'a suivie. En 2009, le PIB de la Belgique a reculé – toujours en termes réels – de près de 3%. On n'avait plus vu cela depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

La troisième particularité de cette crise est que **le chemin de sortie s'avère assez chaotique**. La première réponse a été de l'ordre de l'urgence : sauver les banques « systémiques » (celles dont l'écroulement aurait entraîné toute l'économie du pays), lancer des plans de relance. Mais les plans de relance ont endetté les Etats qui s'étaient déjà endettés pour sauver les banques. Les Etats se sont retrouvés au bord du gouffre, ou dans une situation insoutenable, en raison de l'interaction entre un taux d'endettement trop élevé, une croissance trop faible et un taux d'intérêt trop élevé sur les titres de la dette publique<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Pour illustrer une situation d'insoutenable des comptes publics, on fait souvent référence à l'effet boule de neige. Dans une situation d'endettement élevé, une croissance de l'économie trop faible par rapport à taux d'intérêt auquel l'Etat finance sa dette fait gonfler les charges d'intérêt plus vite que les recettes de l'Etat. A politique inchangée, on a donc un déficit supplémentaire, qui crée une dette supplémentaire, qui crée des charges d'intérêt supplémentaires. A chaque tour, la « boule » des charges d'intérêt gonfle.

Les politiques d'austérité sont arrivées, présentées comme inéluctables. **Aujourd'hui, beaucoup de voix s'élèvent pour dire que l'austérité est contre-productive** : elle fait se prolonger la récession, qui empêche elle-même le retour à l'équilibre des comptes publics. C'est un cercle vicieux, et récessif, indépendamment du débat sur « qui paie l'austérité ? ».

### LE CERCLE VICIEUX DE LA DETTE

**A** cela s'ajoute un autre cercle vicieux : celui qui vient des **relations entre les Etats et les banques**. On l'a dit : les Etats se sont endettés pour sauver les banques ; leur situation financière s'est donc détériorée. Mais l'Etat emprunte... aux banques (pas uniquement, mais pour une part importante), et les banques se retrouvent donc, dans leurs bilans, avec des titres de la dette publique qui sont moins sûrs qu'autrefois. Les règles prudentielles, qui sont là pour garantir la solvabilité des banques, imposent aux banques d'accroître leurs fonds propres quand elles détiennent des titres « à risque ». Et elles se tournent de nouveau vers les Etats pour être recapitalisées, vu que leur mauvaise santé financière les prive d'un accès au marché. Et on est reparti pour un tour !



Ce cercle vicieux est amplifié par des décisions, parfois peu justifiées et même excessives, des **agences de notation** qui dégradent brusquement la « note » des Etats. Ces agences sont devenues **excessivement pessimistes**, voire franchement négatives, alors qu'elles n'avaient pas vu les risques liés à tous les

produits dérivés des « subprime » américains. Ces produits étaient notés « sans risques » ; ils se sont avérés hyper-risqués et ont infecté les bilans des banques.

Dernier point qui complique la sortie de crise en Europe : **les institutions**. La banque centrale européenne (BCE) a été calquée sur le modèle de la Bundesbank allemande. Dans la négociation du Traité de Maastricht, ce fut le prix à payer aux Allemands pour qu'ils acceptent d'abandonner leur Deutsche Mark, qui était le symbole par excellence du redressement de l'Allemagne depuis la seconde guerre mondiale. Ce symbole était très fort pour les Allemands et donc le geste qu'ils ont consenti en acceptant l'union monétaire l'était tout autant. Mais la contrepartie, ce fut **une BCE dont l'objectif premier est la stabilité des prix**, donc la lutte contre l'inflation, dans la droite ligne de la doctrine allemande.

Aux Etats-Unis, au contraire, la mission de la *Federal reserve* est de soutenir la croissance de l'économie américaine. On a également, dans le traité de Maastricht, interdit à la BCE de racheter des titres de la dette publique.... ce qu'elle a tout de même fini par faire, contrainte de violer son statut pour sauver l'Euro...

### FINANCE HYPERTROPHIÉE

**A** voir la profondeur et l'ampleur de cette crise, de plus en plus de citoyens estiment qu'elle est la preuve qui manquait pour montrer que le capitalisme financier n'était pas une bonne idée... Ce qui est sûr, c'est qu'il y a eu une hypertrophie de la sphère financière par

rapport à l'économie réelle. **La sphère financière s'est mise à tourner sur elle-même.** Par exemple, où sont la justification économique et la valeur ajoutée pour l'économie, de payer à prix d'or des *traders* qui font du *micro-trading* en jouant avec des ordinateurs hyperpuissants sur les différences de cours minimes dans le seul but d'empocher des profits énormes en engageant des volumes de capitaux gigantesques ? C'est l'un des plus beaux exemples d'excès de la sphère financière.

Une autre pratique qui a miné le système économique est celle de la « **dictature du rendement à deux chiffres** ». Il ne faut pas être prix Nobel d'économie pour comprendre qu'avec un taux de croissance de l'économie réelle de 2 à 3% à moyen terme, il est impossible de produire un rendement du capital à deux chiffres pour les actionnaires uniquement sur la base de l'activité économique réelle des entreprises. On ne peut y arriver qu'en gonflant le rendement par la sphère financière : on fait du profit financier, en gonflant les moyens de le faire par l'endettement

La crise a réveillé brutalement tous ceux qui baignaient dans l'ambiance néo-libérale du « dérégulons, les marchés sont efficaces, les régulations sont des entraves ». Or, **ces marchés financiers ne sont pas intrinsèquement efficaces**<sup>2</sup>. Pour expliquer les choses simplement, partons du constat que, pour nous, quand le prix d'un bien monte, nous achetons moins. Or, sur les marchés financiers, c'est « ça monte, donc j'achète » et comme j'achète, ça monte, d'autant plus que le marché

anticipe que cela va encore monter. Et quand les liquidités manquent pour continuer à acheter, on achète à crédit, en gageant les crédits sur les actifs financiers achetés... dont la valeur monte. En fait, la hausse des prix fait monter l'offre autant que la demande, alors que sur le marché « ordinaire », celui des biens et services par exemple, la hausse des prix fait certes augmenter l'offre mais elle fait diminuer la demande...

Et le jour où cela se retourne, les acteurs du marché se retrouvent avec des titres dont la valeur est inférieure à celle des emprunts qu'ils ont contractés pour les acquérir : c'est le crash... tout s'écroule comme un château de cartes.

## RESPONSABILITÉS PARTAGÉES

**C**ette crise a mis au grand jour l'impasse du capitalisme financier. Et si on ne met pas un frein réellement efficace en prenant des mesures de régulation forte du secteur financier, ce sera vite reparti pour un tour – tour qui conduira encore à la socialisation des pertes.

**Les banques** ont été largement mises en cause à l'heure de trouver des responsables à la crise financière et à celle des finances publiques. **Mais les Etats ne sont pas complètement innocents** non plus.

Au sujet de la crise financière, d'abord. Nous l'avons dit plus haut : les marchés financiers ne sont pas intrinsèquement efficaces. Il faut donc les réguler. Mais, depuis les années 80, on n'a fait que déréguler. Et ce « on », il faut bien le

**Et si on ne met pas un frein réellement efficace en prenant des mesures de régulation forte du secteur financier, ce sera vite reparti pour un tour.**

<sup>2</sup> Cf. par exemple AGLIETTA M (2010), *La crise, les voies de sortie*, Michalon, Paris

reconnaître, ce sont avant tout les Etats. Poussés dans le dos, il est vrai, par **un lobby bancaire puissant, très puissant**. Un pouvoir qui est bien visible aujourd'hui dans l'artillerie que ce lobby déploie pour lutter contre des propositions capitales de régulation, comme la séparation des banques de dépôts et des banques d'affaires.

Pour ce qui est des finances publiques, ensuite, on recyclerait volontiers une fable bien connue : « La cigale ayant chanté tout l'été se trouva fort dépourvue quand la crise fut venue... »

## AUX DÉPENS DE NOS ENFANTS

**P**our expliciter cet emprunt à La Fontaine, rappelons brièvement **l'histoire budgétaire de la Belgique**. A la fin des années 90, la Belgique parvient à faire passer son déficit budgétaire sous la barre des 3% et atteint l'équilibre budgétaire en 2000. Nous rentrons dans la zone Euro, mais comme un étudiant qui passe en *délibé* avec un 5/20 : notre taux d'endettement (le rapport entre la dette publique et le PIB) est largement au dessus de 60%, qui est le maximum autorisé. La Belgique s'engage alors à accélérer son désendettement en mettant le « surplus primaire » à +6% du PIB (21 milliards d'Euro, en termes d'aujourd'hui, pour donner un ordre de grandeur).

Le « **surplus primaire** », c'est la différence entre les recettes publiques et les dépenses publiques, hors charges d'intérêt de la dette. C'est en quelque sorte la balance, pour le citoyen, entre ce qu'il reçoit de l'Etat (des prestations de services, des transferts de sécurité sociale, traduits financièrement dans la colonne « dépenses ») et sa contribution financière, inscrite dans la colonne

« recettes ». Si les deux colonnes avaient toujours été égales, il n'y aurait jamais eu de dette publique. Quand le surplus primaire est négatif, l'Etat s'endette, ce qui revient à **faire payer la génération suivante**. Depuis le début des années 80, ce « solde primaire » est positif, ce qui veut dire que les générations qui se succèdent payent pour les égarements des générations antérieures.

La démonstration est faite à l'époque qu'on engage alors, en respectant cette norme, un cercle vertueux : comme on se désendette, les charges d'intérêt pèsent moins mais dès lors que la marge de manœuvre ainsi créée n'est utilisée ni pour baisser les impôts, ni pour augmenter les dépenses, le désendettement s'accélère.

Pendant la première décennie, les deux gouvernements successifs « Arc-en-ciel » et « Violette » ont fait exactement le contraire. Quand M. Reynders baissait les impôts, la gauche laissait faire et demandait - et obtenait - en contrepartie des hausses de dépenses, dont la revalorisation des prestations sociales et leur liaison au bien-être. On a tenu l'équilibre budgétaire, souvent avec des *one-shot* : une amnistie fiscale par ci, un prélèvement unique sur les électriciens par là, des ventes de bâtiments, des reports de dépenses sur l'année suivante, et ce fameux solde primaire a fondu au lieu d'être maintenu.

Tout cela s'est fait en ralentissant le désendettement, donc à la charge, insidieusement, des générations futures. Or, nous sommes aujourd'hui à moins d'une génération du « **choc du vieillissement** » dont la préparation demande de faire des réserves pour éviter une atteinte grave à l'équité entre les générations.

En 2007, le ratio de la dette publique au PIB était toujours de 88%, alors que si on avait maintenu l'engagement de 1999, il aurait été 20 points de PIB plus bas au moins ! En comparaison, l'endettement dû au sauvetage des banques, c'est 8 points de PIB...

## APRÈS LA GRÈCE, À NOTRE TOUR ?

Les faits sont là : les Etats sont lourdement endettés et tentent de s'en sortir par des **politiques d'austérité**. Celle-ci provoque des dégâts sociaux considérables, en particulier en Grèce. D'aucuns se demandent si cette catastrophe sociale – et donc humaine – va s'étendre tôt ou tard à toute l'Europe.

Il faut distinguer des situations différentes, mais avant de faire ces distinctions, un petit mot qui n'est pas qu'une réflexion d'économiste : en allemand, dette et péché se traduisent par le même mot. Et cela explique beaucoup de choses dans la doctrine germanique sur le rééquilibrage des comptes publics : celui qui a péché doit réparer sa faute. J'ai pour ma part une autre lecture de l'Evangile. C'est le « Lève toi, va et ne pêche plus » du Christ à la femme adultère.

**La Grèce** est un cas à part : elle a **triché**, à deux reprises, dans l'établissement de ses comptes publics. Elle est rentrée dans l'Euro avec des comptes truqués, et ni Eurostat (l'office statistique de l'Union européenne), ni la Commission européenne n'ont découvert le subterfuge. Et puis est arrivée la deuxième tricherie, celle qui a amené la crise d'aujourd'hui. Dans un tel contexte, qui ne serait pas

méfiant ? Mais le prix à payer est extraordinairement lourd et s'avère contre-productif : la Grèce s'enfonce dans la récession, et la récession creuse le déficit. **Et sur le plan social, c'est un désastre.** Dans « Le Monde », on lisait récemment que dans les hôpitaux, les médecins choisissent les malades qui peuvent être (financièrement) soignés...

Mais revenons au « Lève toi, va et ne pêche plus ». Il faut absoudre une partie de la dette grecque, mais à la condition expresse qu'elle fasse les réformes pour ne plus retomber dans ses travers : arrêter l'évasion fiscale massive, la fraude sociale aussi - ne nous voilons pas la face..- ; elle doit avoir une administration efficace et mettre un terme aux pratiques de corruption.



Nous sommes en Belgique loin, très loin, de la situation grecque. Ce fameux conclave budgétaire qui s'est éternisé sur cinq semaines de trop n'était pas plus ardu, sur le plan de l'effort à fournir, que certains exercices budgétaires des années 90. S'il a traîné, c'est parce que le degré de consensus politique est très faible. Sur le plan social, le bilan est certes mitigé. **La réforme des allocations de chômage fait mal et fera des dégâts sociaux.** Mais les revenus du capital ont aussi été mis à contribution. Bien sûr, nous aurions souhaité d'autres arbitrages, plus favorables aux plus démunis, avec une plus forte contribution des couches aisées de la population.

## SOLIDARITÉ EN PANNE

Plus fondamentalement, **la solidarité s'est avérée en panne.**

Au début des années 90, quand il a fallu remettre les comptes en ordre, on a pris deux grandes mesures qui concernaient tout le monde en juste proportion de ces moyens : la désindexation partielle des barèmes fiscaux et une contribution complémentaire de crise. Et en plus, une cotisation spéciale de sécurité sociale qui était due à partir, disons, du haut de la classe moyenne. Ces trois mesures ont accru l'effet redistributif de l'impôt<sup>3</sup>. Ce que j'ai observé à l'automne 2012, c'est l'art de faire payer l'autre. La solidarité, c'est « payons tous en fonction de nos moyens ».

**La solidarité, c'est  
« payons tous en  
fonction de nos  
moyens ».**

On l'a dit pour la Grèce, l'**austérité**, socialement parlant, fait mal. Mais qu'en est-il de son efficacité ? D'un point de vue macro-économique, l'austérité, à court terme, pèse sur la croissance : elle **risque donc de prolonger la récession**, sauf si, dans un cas dit « extrême », les citoyens réduisent leur épargne à concurrence de du désendettement prévisible de l'Etat. Dans ce cas-là, le désendettement réduit l'épargne, mais ne réduit pas la consommation et ne donc ne pèse pas sur la demande et sur la croissance de l'économie. Mais on ne peut pas généraliser le cas extrême, d'abord parce que l'austérité frappe des citoyens qui n'épargnent pas. Si on retrouve un peu de ce schéma en Belgique, ce n'est pas vrai

<sup>3</sup> Voir DE COSTER et VALENDUC, Recettes publiques et politique fiscale, dans De CALLATAY, (Ed), *la fin du déficit budgétaire, Analyse récente de l'évolution des finances publiques belges*, DE BOECK, 2002., pp. 107 et suivantes. Ou encore VALENDUC C. (2010), *L'impôt et la politique fiscale en Belgique*, Editions de l'ULB, pp. 91 et suivantes.

dans d'autres pays d'Europe.

Un autre problème des politiques d'austérité est qu'elles sont **généralisées**. Or, les économies européennes sont très ouvertes et commercent entre elles : **nous sommes clients les uns des autres**. Mais quand le client s'appauvrit, le commerçant trinque. Et en Europe, macro-économiquement, le commerçant est le client de son client... Certains pays n'ont pas le même besoin d'assainir (l'Allemagne surtout, les pays nordiques aussi) et ils devraient relancer la machine pour tirer les autres vers le haut. Or, ils se comportent dans les débats européens comme des égoïstes qui ne visent qu'à encore améliorer leur propre situation.

## UNE AUTRE ÉCONOMIE POSSIBLE

Dans ceux qui s'élèvent contre l'austérité excessive, il y a des voix « autorisées » qui en ont surpris plus d'un... On a tout récemment entendu le Secrétaire général de l'OCDE, lors de la présentation des dernières « Perspectives économiques », se demander si la zone Euro n'en faisait pas trop en matière d'austérité et le FMI dit diplomatiquement la même chose...

Le problème n'est pas simple, car il y a un conflit entre le court terme et le long terme : à court terme, l'austérité casse la reprise, mais si on ne fait rien, la dette s'emballa (cf. l'effet boule de neige, expliqué ci-dessus) et on va vers une situation qui sera plus grave à moyen terme...

L'austérité n'est donc pas la panacée, c'est le moins qu'on puisse dire. Mais **quelles seraient alors les pistes** pour sortir de cette crise ?

Il faut d'abord une **régulation solide du secteur financier** : c'est capital (!) pour éviter une deuxième crise. Dans les mesures « tests » de la solidité de la régulation, il y a les nouvelles normes dites « de Bâle » sur les exigences de fonds propres des banques, la régulation des agences de notation et la séparation entre banques de dépôt et banques d'affaires : à partir du moment où les pouvoirs publics garantissent les dépôts des épargnants, ils ne peuvent admettre que l'entité qui gère des dépôts les « joue sur les marchés ». Sans séparation, la banque peut jouer au casino en étant remboursée si elle perd.

Ensuite, il faut trouver un autre équilibre entre croissance et austérité. Et **une austérité qui ne pèse pas sur les plus faibles**. Du point de vue fiscal, il y a aujourd'hui un manque cruel de solidarité, comme je l'ai expliqué ci-dessus.



des avantages octroyés aux voitures de société est énorme, il se compte en centaines de millions d'euros et cela ne concerne pas uniquement les « très riches » et les « grosses fortunes ».

Autre point particulier : regardons comment a évolué, entre 2000 et 2010, le coût pour l'Etat de toutes les « dépenses fiscales » (les déductions que nous pouvons faire dans notre déclaration fiscale : l'épargne-pension, les emprunts hypothécaires, les panneaux photovoltaïques, les 40 € versés aux ONG, etc.). **Le coût de tout cela est passé de 12 à 20% du rendement de l'impôt sur le revenu.** Concrètement,

cela fait une hausse de près de 2,5 milliards €. Dans le dernier conclave budgétaire, on cherchait 3,7 milliards €... La hausse de ces déductions ne vient évidemment pas des dons aux ONG ; et qui en bénéficie ? Pas celui qui n'a pas l'argent pour acheter les choses qui génèrent une déduction....

## FISCALITÉ SOLIDAIRE

On a pu lire récemment dans la presse qu'une écrasante majorité des Belges est favorable à un impôt sur les grandes fortunes et contre la hausse de la TVA. On ne peut dans l'absolu qu'adhérer à cette solidarité des plus riches envers les moins riches.

Mais un débat focalisé sur « les grosses fortunes » et « les (très) riches » exonère la classe moyenne – surtout aisée - de la question de la solidarité. Or, elle ne peut pas s'en exonérer. Est-ce solidaire, par exemple, de se faire attribuer son salaire sous la forme d'une voiture, pour échapper partiellement aux cotisations sociales et à l'impôt ? Le coût budgétaire

## ET LA PLANÈTE ?

Outre les aspects financiers, économiques et sociaux de la crise, il y a aussi **la question environnementale**. Depuis 2008, elle semble être passée au second plan si pas aux oubliettes. Les politiques ont « d'autres chats à fouetter ». Et pendant ce temps-là, la planète se réchauffe et l'environnement se dégrade...

Certes, d'un point de vue pratique, on est dans des registres différents : réguler les marchés financiers pour éviter une nouvelle crise, c'est une chose ; prendre des mesures pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> et lutter contre le réchauffement climatique, c'est autre chose. Mais une

taxation des activités polluantes peut permettre de rééquilibrer les comptes publics. **Il y a des « passerelles »** mais chaque crise demande des solutions spécifiques.

Ce qu'il y a de « simultané » dans l'énumération des crises, ce sont **l'égoïsme et le manque de solidarité** qui les provoquent : la crise écologique n'est-elle pas la conséquence de notre égoïsme et du manque de solidarité à l'égard des générations futures ? La crise financière ne résulte-t-elle pas de l'égoïsme des puissants ? La spirale austérité-récession n'est-elle pas le reflet du manque de solidarité entre les pays européens ? La crise sociale, n'est-ce pas la conséquence de l'égoïsme et du manque de solidarité à l'égard du plus pauvre ? On voit rarement le plus pauvre au centre d'un arbitrage politique. On y voit par contre très souvent des lobbies de puissants.



Oui, il y a une voie pour faire face à toutes les crises simultanément : **c'est de remplacer l'égoïsme par la solidarité**, de mettre le pauvre au centre de l'arbitrage politique, et de redire au riche « de ne pas se dérober à son semblable ». Ce n'est pas un moyen, c'est un chemin. Il est ardu à tracer. « Rendez droits ses sentiers », disait Jean-Baptiste dans le désert....

Christian Valenduc